

LE SHERPA

Philippe Etienne

avec la collaboration de Romain Rosso

LE SHERPA

*Mémoires d'un diplomate
aux avant-postes de l'Histoire*

TALLANDIER

© Éditions Tallandier, 2026
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-6261-0

INTRODUCTION

Le 26 septembre 2021, avec en arrière-plan l'Arc de triomphe emballé par Christo, je suis dans le studio parisien de la chaîne américaine CNN et réponds en direct au grand éditorialiste Fareed Zakaria. Il m'interroge sur la relation franco-américaine et sur la Chine. Ambassadeur aux États-Unis, j'avais été rappelé à Paris après l'annulation du contrat franco-australien de sous-marins et l'annonce d'un projet concurrent (AUKUS) par Washington, Londres et Canberra, présenté comme une réponse à la puissance chinoise émergente. Ce jour-là, je mesure combien le monde a profondément changé et, avec lui, mon métier, la diplomatie, depuis que je suis « entré dans la carrière ». Ce livre veut être, à travers mes expériences successives, le récit de ces mutations.

Retour en arrière, au milieu des années 1970. Les relations internationales sont structurées par la compétition entre les États-Unis, qui vont bientôt se tourner vers la révolution conservatrice de Ronald Reagan et l'Union soviétique plongée dans la stagnation (*zastoj*) sous Leonid Brejnev. Mais Américains et Soviétiques commencent à négocier des accords sur la maîtrise des menaces mutuelles (accords sur les armes stratégiques). La Chine a mis fin, après la mort de Mao Zedong, à sa Révolution culturelle, et on ne sait pas encore que Deng Xiaoping, qui vient de prendre les manettes, va bientôt l'« éveiller », car il a choisi une démarche discrète. La

décolonisation est encore proche, avec ses soubresauts et les premières crises humanitaires de l'ère contemporaine, comme la guerre au Biafra et les « *boat people* » quittant la péninsule indochinoise. Le Mouvement des non-alignés et le Groupe des 77 préfigurent le « Sud global » d'aujourd'hui, mais ce Sud a du mal à peser sur la communauté internationale. On n'y trouve pas d'acteurs majeurs non étatiques.

Mais déjà, les signes de révolution se présentent à qui veut les voir, comme les premières bulles à la surface d'un geyser encore dormant.

L'ayatollah Rouhollah Khomeyni, reclus à Neauphle-le-Château, une petite commune des Yvelines, vit ses derniers mois d'exil, avant de rentrer à Téhéran proclamer, le 11 février 1979, la République islamique.

Quelques mois plus tard, le 24 décembre, l'Armée rouge entre en Afghanistan, provoquant la résistance des moudjahidines. Je me souviens des jeunes médecins afghans francophones venus se former à Lyon que je rencontrais, adolescent, promesse d'un bel avenir, volé à ce pays victime des calculs des puissances.

Un autre peuple, en Pologne, se prépare à se soulever contre la dictature, animé par un jeune électricien des chantiers navals de Gdansk, Lech Wałęsa, et le syndicat Solidarność. Dix-sept jours de grève feront céder le pouvoir communiste polonais, le 31 août 1980.

Dans le sillage des accords de Camp David de septembre 1978, le premier traité de paix israélo-arabe est signé le 26 mars 1979, à Washington, entre l'Israélien Menahem Begin et l'Égyptien Anouar al-Sadate, guetté déjà par ses assassins, comme plus tard le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, pour avoir voulu une paix introuvable.

Un monde bien différent, donc, mais marqué par des foyers de crise qui, pour beaucoup d'entre eux, nous sont encore aujourd'hui familiers. Un monde où la France, tout juste

sortie des Trente Glorieuses, essaie, avec les autres économies développées, de se relever des chocs pétroliers, après avoir été à l'initiative de la création d'un G6 puis d'un G7 qui représente, à ses débuts, les deux tiers de la richesse mondiale.

Les Communautés européennes trouvent un nouveau souffle, poussées par l'engagement conjoint de Valéry Giscard d'Estaing et de Helmut Schmidt. Pour la première fois, le Parlement européen est élu au suffrage universel en juin 1979, au lendemain de la signature du traité d'adhésion de la Grèce libérée de la dictature des colonels. Conséquence de l'effondrement du système des parités fixes de Bretton Woods et préfiguration de l'euro, le système monétaire européen voit le jour en mars de la même année.

Ce monde a disparu avec l'Union soviétique. On a cru que la démocratie libérale triomphait alors. C'est tout le contraire qui se passe aujourd'hui : elle est partout sur le recul, tandis que le vieil ordre multilatéral constitué au lendemain de la guerre s'est effondré. Les alliances d'antan vacillent, y compris celle qui s'était formée entre les démocraties des deux rives de l'Atlantique. L'heure est au « multi-alignement » et aux puissances agiles. Les crises s'ajoutent et s'aggravent les unes les autres sans que la communauté internationale sache ou même veuille les résoudre. Désarroi et inquiétude gagnent les opinions publiques.

Pendant plus de quarante ans, il m'a été donné de suivre cette évolution spectaculaire qui fut aussi celle du métier diplomatique. Quand je suis entré au Quai d'Orsay, ce métier avait bien sûr évolué au fil du temps, mais ses fondamentaux n'avaient guère bougé depuis des décennies. Aujourd'hui, un bon diplomate reste un analyste avisé et un négociateur habile, mais il doit également maîtriser la communication et être présent dans les médias comme sur les réseaux sociaux. La politique étrangère et les politiques internes sont entremêlées comme jamais auparavant, de sorte que les sujets

économiques et migratoires sont devenus des priorités pour notre réseau diplomatique. La gestion des crises qui se multiplient est un métier en soi, exigeant méthode et réactivité. Ces mutations concernent au premier chef les ambassadeurs. De leurs pays respectifs, ils sont plus que jamais les visages, les voix, et aussi les « VRP », appelés à s'exprimer souvent en public, à convaincre leurs interlocuteurs d'investir – dans tous les sens de ce terme – dans leur pays.

Il y a cinquante ans, à l'occasion des premiers sommets du G7, la notion de sherpa¹ apparaît pour désigner les collaborateurs qui préparent les réunions pour le compte de leurs chefs d'État ou de gouvernement. On ne parle pas ici des sommets de l'Himalaya, et les fardeaux transportés sont des sujets compliqués plutôt que de lourds sacs à dos mais, lorsque j'ai exercé ce rôle auprès de notre actuel président, j'ai trouvé que cette comparaison ne manquait pas de pertinence. J'ai d'ailleurs eu l'impression que ce travail (ouvrir des pistes, porter des thématiques, des positions et des messages) caractérisait toutes mes fonctions d'ambassadeur et de conseiller de responsables politiques.

Auprès de trois ministres, j'ai pu observer de près la conduite des affaires étrangères, dans des configurations différentes de politique intérieure, y compris de cohabitation entre un président et un gouvernement de couleurs différentes, puis j'ai vécu l'espoir suscité par l'élection en 2017 de notre actuel président de la République dont j'ai été le premier conseiller diplomatique. Les dossiers les plus chauds, depuis la Bosnie jusqu'à l'Ukraine en passant par la Syrie et le Sahel, ont été mon pain quotidien dans les jours et les nuits des cellules de crise. J'ai aussi dirigé, depuis notre capitale, la coopération internationale de la France, et suivi de près nos échanges avec des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Algérie ou le Sénégal. Un moment résume tous ces efforts pour diminuer les risques par la coopération : le lancement de l'Appel de

Christchurch contre le terrorisme et l'extrémisme en ligne. C'était le 15 mai 2019 au palais de l'Élysée, à l'initiative du président Macron et de la Première ministre néo-zélandaise de l'époque Jacinda Ardern, en présence des principales plateformes numériques.

Mais c'est dans mes postes à l'étranger que j'ai croisé l'Histoire. J'ai vécu en direct la réaction des Communautés européennes à la chute du mur de Berlin, j'étais en poste à Moscou lors de l'effondrement de l'Union soviétique, j'ai vu la construction européenne au bord du gouffre lors de la crise financière, je me trouvais en Allemagne lors de l'afflux d'un million de réfugiés. J'ai représenté notre pays aux États-Unis entre la première présidence Trump et celle de Biden, avec l'insurrection du 6 janvier 2021 puis la crise des sous-marins, et j'ai vu ce grand pays se transformer à grande vitesse. J'ai appris à aimer ces cultures et ces peuples qui nous ont accueillis, moi et ma famille, depuis les rives du Danube jusqu'à celles du Potomac. Mon premier poste d'ambassadeur, en Roumanie, restera le moment auquel je suis le plus attaché.

Ce sont ces expériences que j'ai voulu partager, avec un but bien défini : aider à comprendre les soubresauts du monde actuel. Seule une connaissance fine de notre histoire permet de comprendre d'où nous venons et où nous nous trouvons aujourd'hui. Je donne un enseignement sur la démocratie et la géopolitique à l'École normale supérieure (ENS), rue d'Ulm, et j'essaie avec mes étudiants de trouver le fil rouge dans cette évolution inquiétante qui voit la progression des systèmes autoritaires au détriment des valeurs de liberté pour lesquelles nos sociétés ont combattu dans le passé. Cette quête, c'est aussi réfléchir aux moyens de modeler notre avenir comme nous le souhaitons, car cette possibilité existe, même si, aujourd'hui, nous voyons surtout les risques et les dangers.

LE SHERPA

L'une de nos opportunités se trouve à nos frontières. La moitié de mes années en diplomatie ont été consacrées à l'Allemagne et à l'Union européenne (UE). J'ai voulu donner des clés pour comprendre la relation entre la France et son premier partenaire, qui fut aussi son principal adversaire pendant trois quarts de siècle ; j'ai voulu rendre compréhensibles les rouages des négociations européennes, des négociations dont l'apparence technique peut rebuter. Il est pourtant absolument indispensable que nos concitoyens comprennent et s'approprient ce travail, compte tenu de ses conséquences sur leur vie. Je forme le vœu que cet ouvrage y contribue un peu.

Sa rédaction m'a permis de retrouver des souvenirs, des paysages, des événements, mais aussi de renouer des liens d'amitié à travers le monde, auxquels ma vie de nomade m'avait empêché de rester fidèle. Si un peu d'émotion affleure de temps en temps à la lecture, j'en serais heureux. Car cette émotion est un matériau précieux au moment où notre pays et notre monde ont besoin de reconstruire des coopérations, de définir de nouvelles solidarités, pour rejeter les clivages et les haines qui nous polarisent et nous menacent.

CHAPITRE PREMIER

Naissance d'une vocation

31 janvier 2023. Mes collègues de l'ambassade de France aux États-Unis nous font des adieux émouvants, à ma femme et à moi, en chantant sur l'air de « Partir », la belle chanson de Julien Clerc : « Depuis l'enfance / Vous êtes toujours en partance / Si peu en France / C'était votre préférence. » Les paroles ont été légèrement adaptées. Je commence à comprendre qu'une période de près de quarante-cinq ans s'achève.

Février 2024. Une nouvelle itinérance commence pour moi. Chargé de présider la petite équipe qui coordonne la commémoration du 80^e anniversaire de la libération de la France, je suis confronté au choc entre le souvenir de l'histoire la plus brutale du xx^e siècle et le retour de la guerre en Europe. Sur les plages de Normandie et de Provence comme à Vassieux-en-Vercors, nous célébrons le courage de nos jeunes libérateurs, ceux de la Résistance et des armées venues d'Outre-mer, alors qu'un autre peuple européen, en Ukraine, paie un prix élevé pour défendre sa liberté.

Comment, alors, ne pas mesurer la chance de ma génération et sa dette envers celles qui l'ont précédée, comme sa responsabilité envers celles qui la suivent ? Comment ne pas se demander si nous avons été à la hauteur, si nous avons su tirer les leçons de l'« étrange défaite » de 1940 sur laquelle Marc Bloch nous invite à méditer ? Comment, plus

modestement, ne pas m'interpeller sur le bilan de mon travail diplomatique, après avoir eu la chance d'assister à tant de moments historiques ?

Une origine scientifique

Rien ne me prédestinait à devenir diplomate. Je suis né en 1955 dans une famille de la bourgeoisie française, d'un père lyonnais et d'une mère parisienne. Mon père polytechnicien avait travaillé à la Délégation générale pour l'armement, scientifique issu d'une famille de commerçants en soie dont les racines plongent dans le nord de la Drôme. Ma mère est issue, par sa propre mère, d'une famille alsacienne, origines qui me ramènent parfois au pied du Mont Sainte-Odile. De son père, elle a hérité une famille de la petite noblesse piémontaise qui a suivi la retraite de Napoléon et est restée au service de la France, à laquelle elle a donné plusieurs de ses fils ; deux de mes oncles sont tombés, en Alsace à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et en Indochine.

Enfant, je rêve de devenir archéologue. Je dévore les œuvres de Jacques Soustelle sur l'archéologie précolombienne. Je lis aussi les romans de Walter Scott ou l'*Histoire de France* d'Henri Martin, que je trouve dans la bibliothèque familiale. Les langues étrangères m'attirent et j'adore y découvrir des expressions pittoresques ou des proverbes en cherchant les meilleurs équivalents en français.

Je suis souvent interrogé par des étudiants sur les qualités les plus importantes pour devenir diplomate. Je réponds toujours qu'il y en a deux, selon mon expérience : la curiosité, l'envie de comprendre d'autres peuples, d'une part ; la fierté de représenter son propre pays, de porter ses messages, d'autre part. Je ne me rends pas compte, quand je suis étudiant, à quel point je porte en moi ces deux passions.

Pourtant, je m'épanouis d'abord dans le monde des mathématiques ; j'apprécie par exemple la beauté des nombres premiers. C'est donc naturellement qu'après deux années en classe préparatoire, j'entre à l'ENS, à Paris. J'y affectionne l'enseignement de haut niveau et l'ambiance estudiantine du Quartier latin. Je passe un DEA de probabilités avec un grand mathématicien, le professeur Jacques Neveu, et commence à préparer l'agrégation de mathématiques.

Pourtant, je veux voir ailleurs. En pensant déjà un peu à l'École nationale d'administration (ENA), je m'intéresse à l'économie. Justement, un nouveau cours vient d'être créé rue d'Ulm par un jeune homme qui va devenir célèbre, Laurent Fabius, normalien lui-même : un cours d'économie politique.

Chance pour moi, je peux choisir mathématiques en option au concours de l'ENA où je suis reçu en 1977. Le directeur, un ambassadeur, Pierre-Louis Blanc, finit par accepter que je prenne un an pour passer mon agrégation. Ce n'est pas une coquetterie de ma part, je ne veux pas perdre le bénéfice de mes études. Dispensé de service militaire pour myopie, j'obtiens aussi par ce sursis d'entrer à l'ENA avec ceux qui ont passé le concours en même temps que moi et ont rejoint les casernes. Outre l'agrégation, cette césure me permet d'enseigner quelques mois, expérience enrichissante en collège et en lycée, avant de retrouver mes nouveaux condisciples rue de l'Université, dans les locaux de l'ENA de l'époque.

Promotion Voltaire

Venant de la rue d'Ulm, je ne suis pas subjugué par le contenu intellectuel de la formation donnée à l'ENA, qui est une école d'application. En revanche, j'y apprécie l'ouverture au monde et à la société – ce qu'au fond, j'étais allé chercher sans le savoir. Je me retrouve avec un certain François

Hollande et bien d'autres qui vont se faire un nom dans la politique et dans l'économie : Ségolène Royal, Jean-Pierre Jouyet, Frédérique Bredin ou encore Dominique de Villepin. J'appartiens à la fameuse promotion Voltaire. Je choisis la filière économique, comme Henri de Castries, qui deviendra le président d'AXA, ou le futur ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres.

C'est dans la France de la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing que j'effectue ma scolarité. Certains de mes condisciples préparent l'alternance de 1981. Moi, je viens un peu d'une autre planète. Je découvre un microcosme qui n'est pas le mien, le monde des étudiants qui ont fréquenté Sciences-Po. À cette époque déjà, on entend des critiques naissantes sur la reproduction des élites au sein d'une école pourtant créée à la Libération pour démocratiser l'accès à la haute fonction publique.

Parmi les thématiques internes que j'étudie à l'ENA, celles qui m'intéressent le plus relèvent des politiques sociales. Mais c'est la dimension internationale qui me motive. À l'époque, les élèves doivent effectuer plusieurs stages, en préfecture, en ambassade puis en entreprise. Ces stages sont la partie la plus intéressante de la scolarité. C'est à Budapest, la capitale hongroise, que je découvre le métier de diplomate, dont j'avais jusqu'alors une vague idée. Suivront un stage court à la préfecture du Tarn-et-Garonne, dans un vieux bastion protestant, Montauban, puis un an plus tard, un apprentissage ouvrier dans les laboratoires Mérieux, en région lyonnaise. J'en ajoute un autre chez Coca-Cola à Madrid, pour apprendre l'espagnol.

Le travail diplomatique, celui que je découvre à Budapest en 1978 comme stagiaire ENA, passe alors par des dépêches de fond envoyées par la « valise » et des télégrammes d'actualité adressés par nos « chiffreurs ». Aujourd'hui, les messageries électroniques ont remplacé tous ces supports de

NAISSANCE D'UNE VOCATION

communication. L'accumulation des urgences et des informations n'a pas forcément facilité le travail d'observation et de réflexion, malgré les progrès techniques.

Cette première expérience en poste confirme mon intuition initiale à l'égard de la diplomatie. À la sortie de l'ENA, mi-1980, mon choix est fait. Mon classement me permet d'aller à la direction générale du Trésor, mais je choisis le ministère où, j'en suis désormais convaincu, j'accomplirai ma vocation : le Quai d'Orsay.

Tandis que mes camarades de l'ENA s'envolent pour des destinations plus recherchées, c'est au bord du Danube que je retourne, à Belgrade, après Budapest.

CHAPITRE II

Budapest et Belgrade, initiation au bord du Danube (1978-1983)

L'Europe centrale et balkanique m'a beaucoup occupé et m'a beaucoup donné. C'est une région que les Français méconnaissent malgré l'accueil que notre pays réserva à de nombreux intellectuels fuyant les régimes autoritaires d'avant 1939, puis les « démocraties populaires » imposées par Staline, tel le journaliste et historien d'origine hongroise François Fejtő, qui en fut le brillant chroniqueur.

Cette méconnaissance nuit davantage à notre compréhension des enjeux stratégiques en Europe. Dans son livre *Monde d'hier, monde de demain*¹, dont le titre fait allusion à l'œuvre de Stefan Zweig, Caroline de Gruyter dresse des comparaisons entre l'Empire austro-hongrois – « *K und K* », impérial (autrichien) et royal (hongrois) – et l'UE. Lorsque j'ai commencé en 2023 mon cours de questions européennes à l'université de Columbia, j'ai évoqué le modèle d'Européen du début du xx^e siècle représenté par le grand auteur autrichien au destin tragique. Comparaison n'est pas raison, et l'UE est tout sauf un empire ; mais cette région charnière entre cultures et religions différentes est, comme on l'a vu avec les guerres yougoslaves et comme on le voit aujourd'hui autour de la mer Noire, déterminante pour notre propre sécurité.

Parle-t-on d'un monde vraiment disparu quand on évoque les pays communistes d'Europe centrale avant la chute du mur de Berlin ? Heureusement, les dictatures sont tombées et de nouvelles démocraties nous ont rejoints au sein de l'UE. Mais la Hongrie de Viktor Orbán – et Viktor Orbán lui-même –, la Roumanie tentée par le nationalisme à l'heure de la guerre en Ukraine, la difficulté des pays de l'ex-Yougoslavie à adhérer à l'UE ne peuvent guère se comprendre si on ne connaît pas leurs histoires.

*À Budapest, une première expérience
du métier diplomatique*

De cette autre Europe, j'avais eu un aperçu lorsque l'une de mes sœurs vivait à Varsovie. Cela m'avait permis d'apprendre le polonais et de collectionner les vodkas parfumées à l'herbe de bison, à la cerise ou au poivre, que j'offrais à mes visiteurs rue d'Ulm. À l'ENS, j'avais noué une amitié avec un étudiant tchèque qui me fit aimer Prague et la Bohême, à une époque où Notre-Dame du Týn, le pont Charles et les autres monuments de la capitale tchécoslovaque, encore tout noirs de suie, n'étaient pas pris d'assaut par les touristes. Fort de ces amitiés, j'avais organisé pour un groupe d'amis, à l'été 1977, une tournée à vélo de deux mois : départ de Vienne, boucle dans la moitié ouest de la Hongrie et le long du Danube, traversée de la Tchécoslovaquie de Bratislava aux monts des Géants pour ensuite passer en Pologne, s'arrêter un 15 août à Częstochowa, le grand sanctuaire marial, et remonter le long de la Vistule, en passant par Żelazowa Wola, lieu de naissance de Chopin, jusqu'à Varsovie. Un véritable voyage initiatique. La séparation de l'Europe, je la vois à l'époque, puisque je la traverse. C'est donc avec un véritable intérêt

que j'apprends la décision de l'ENA de m'envoyer en stage à l'ambassade de France en Hongrie, en 1978.

Le stage en ambassade est un moment déterminant pour encourager ou décourager une vocation diplomatique. À mon époque, le stage « long » durait neuf mois, assez longtemps pour entrer vraiment dans l'équipe et se faire une bonne idée du métier. Si je suis devenu diplomate, c'est parce que, pendant ce stage, puis pendant mes premières affectations à Paris et à Belgrade, j'ai été pris en charge par des ambassadeurs et des collègues pédagogues mais aussi bienveillants : alors que je m'apprête à quitter Budapest pour un stage de préfecture à Montauban, j'apprends la mort brutale de mon père. Le numéro deux de l'ambassade, François-Xavier Thiollier, et sa famille m'accueillent chez eux comme leur fils.

Du bloc communiste, j'avais gardé en mémoire l'écrasement du printemps de Prague, en Tchécoslovaquie. Un matin du mois d'août 1968, je suis dans la cuisine de la maison de vacances de mes parents, près de Lyon. Je suis un gamin de 12 ans. La radio annonce l'arrivée des chars soviétiques, mettant fin à l'expérience éphémère du « socialisme à visage humain » tenté par le réformateur Alexandre Dubček. Je suis totalement bouleversé. Je me suis intéressé à ces pays aussi à cause du sort tragique et héroïque de cette partie de l'Europe.

Je découvre en Hongrie une situation beaucoup plus fluide et dynamique que celle que j'avais imaginée. Budapest tranche avec la tristesse des autres pays « socialistes ». C'est une ville animée, encombrée de voitures – un habitant sur dix en possède une – et de tramways jaunes. Il y a, certes, encore des pénuries dans l'industrie, mais Budapest ne souffre d'aucun problème d'approvisionnement. Nulle part il n'y a de file d'attente, comme je le verrai plus tard à Moscou. Les restaurants et salons de thé hérités de l'époque des Habsbourg, comme la pâtisserie Gerbeaud sur la place Vörösmarty, sont des lieux

de rencontre prisés. Je trouve les gens raisonnables. Il règne un certain climat de liberté – oserais-je dire : de bien-être.

La Hongrie de 1978, c'est le « socialisme du goulash ». Elle aussi a connu son lot de répression. Nous sommes alors aux deux tiers d'un parcours très particulier pour un pays du monde soviétique : entre 1956, avec l'écrasement brutal de l'insurrection d'octobre et du gouvernement réformiste d'Imre Nagy, et 1989, quand la Hongrie ouvre ses portes et ses frontières aux Allemands de l'Est quittant leur pays pour l'Ouest, prélude de l'effondrement du mur de Berlin. Ce parcours, très différent de celui de la Tchécoslovaquie après l'écrasement du printemps de Prague, la Hongrie le doit à son dirigeant, pourtant installé dans le sillage des chars soviétiques, János Kádár. C'est lui qui réussit à libéraliser son pays, malgré la tutelle de Moscou. János Kádár (Kádár János en Hongrie, où on place le nom de famille en tête) est encore aux manettes pendant mon stage – il est mort à l'été 1989.

À l'ambassade, on me confie le suivi de ce qui fait le succès de sa politique d'ouverture, la réforme économique : décentralisation de la prise de décision, autorisation de petites entreprises privées, encouragement de l'initiative individuelle... L'expérience hongroise a fait émerger une classe moyenne. Contrairement à la plupart des autres pays communistes, la Hongrie de l'époque est assez ouverte pour permettre à un diplomate occidental, et même à un stagiaire comme moi, de prendre des rendez-vous dans les administrations, de rencontrer des économistes, des journalistes, de nouer des amitiés dans la société, sans avoir l'impression de mettre en danger ses interlocuteurs. L'ambassade est, bien sûr, observée, et je reçois des consignes de sécurité. On sait très bien que les services de renseignement des pays du pacte de Varsovie s'intéressent aux Occidentaux.

Mon travail me permet de documenter des sujets aussi variés que la vente en dollars du pétrole soviétique imposée

par Moscou à ses satellites, l'importance croissante des lopins privés pour la production agricole, la décentralisation des décisions d'investissement en rupture avec le modèle d'économie dirigée ou les différents taux de change de la monnaie locale, le forint. En un mot, comment la Hongrie communiste, avec son « nouveau mécanisme économique », essaie de combiner planification et économie de marché.

*La civilisation de la Mitteleuropa,
une réalité plus forte que le rideau de fer*

De ce stage, je me rappelle le plaisir de vivre dans une ville magnifique, entre l'ambassade sise à Pest, la partie plate, et le studio que j'avais trouvé sur la colline des Roses, Rózsadomb, nom hérité de la période d'occupation ottomane, côté Buda. L'institut culturel français n'a pas encore été reconstruit, au bord du Danube, près de l'imposant Parlement néogothique, vestige d'un passé glorieux, mais il permet déjà de multiplier les contacts avec les intellectuels et les créateurs hongrois.

Du marché aux puces de Mohács, près de Szeged dans le sud, aux villages de la région de Nyíregyháza aux confins est et aux caves de tokay, aujourd'hui reprises par un investisseur français, le pays offre de belles découvertes. Les plus connues sont le lac Balaton et le Coude du Danube, au nord de la capitale, où je me souviens de promenades au charme slave dans les rues de Szentendre. En poursuivant le long du grand fleuve, on peut rejoindre Bratislava et Vienne. À cette époque, les agents de l'ambassade de France, chacun leur tour, ont la possibilité de convoier à Vienne la valise diplomatique. Beaucoup de fantasmes entourent cette fameuse valise, dont le rôle est alors beaucoup plus important qu'aujourd'hui, puisque la plupart de nos documents empruntaient cette voie. La partie sensible, c'est la correspondance diplomatique, les

dépêches – qui sont en fait des notes. On ne les envoie pas par la poste car elles seraient à coup sûr lues par les services de renseignement. Ce sont donc des fonctionnaires du Quai d'Orsay qui effectuent ces rotations dans la capitale autrichienne, plaque tournante en Europe centrale. Il y a une autre valise diplomatique pour des choses plus lourdes, les matériels sensibles nécessaires au chiffrement et aux transmissions, qui voyagent dans des caisses accompagnées. Ces valises scellées sont protégées par les conventions de Vienne qui permettent de passer les frontières sans contrôle. Elles véhiculent aussi à l'époque des courriers personnels, mais je n'y ai jamais vu de fromages, contrairement à certains mythes...

Nous pouvons ainsi profiter des charmes de la capitale autrichienne et revivre les grandes heures de l'empire disparu, en visitant la Hofburg ou la crypte des Capucins. Ces voyages ont un autre avantage : celui de retirer dans une agence bancaire autrichienne, non loin de notre ambassade en Autriche, place Schwarzenberg, de l'argent hongrois au taux dit « commercial », beaucoup plus avantageux que le taux officiel. Le double taux monétaire existe dans les autres pays communistes mais est reconnu comme une réalité en Hongrie.

Une forte identité nationale

Rétrospectivement, dans le monde actuel caractérisé par le « multi-alignement » et la recherche d'autonomie par les différents acteurs nationaux, la « petite » Hongrie de János Kádár a montré qu'il était possible, au prix de beaucoup de prudence, de discrétion et d'agilité, de gagner de la liberté, même sous la domination d'une grande puissance.

« Petite » aujourd'hui, la Hongrie ne l'a pas toujours été. Son identité singulière s'est forgée par l'arrivée des Magyars en Pannonie à l'âge d'or médiéval, puis par la défaite de

Mohács face aux Ottomans à la survie d'un noyau national en Transylvanie et aux luttes du XIX^e siècle menant à la Double Monarchie. Le rêve d'une grande Hongrie s'effondre en 1920 avec le traité de Trianon, qui réduit le pays et nourrit une nostalgie durable, la France devenant l'ennemi idéal, jusqu'à rendre inconcevable de nommer à Budapest un représentant d'une grande entreprise portant le nom de Clemenceau.

La forte singularité culturelle magyare reste visible à cette époque, notamment par la langue, sans parente en Europe sauf le finnois et l'estonien, car non indo-européenne. Ce qui me marque tout autant, c'est, même chez des jeunes Hongrois éduqués et ouverts, l'attachement au souvenir de la grandeur passée. Et notamment dans des conversations animées que j'ai à l'époque avec des amis de mon âge et leur famille, la conviction que le cœur de l'identité magyare, son folklore le plus riche sont toujours dans la région de Transylvanie rattachée à la Roumanie par le traité de Trianon.

En 1978, la sage politique de Kádár ouvre pourtant des portes pour nos relations bilatérales. C'est une période de détente, après l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe d'Helsinki, en 1975. Mon stage se déroule entre une visite à Budapest de Raymond Barre, Premier ministre, et une visite à Paris de János Kádár lui-même, à l'invitation du président Giscard d'Estaing.

Même si je n'ai pas vécu en Hongrie très longtemps, je crois que ces invariants expliquent au moins en partie ce qu'est la Hongrie d'aujourd'hui, celle de Viktor Orbán, héraut de l'idéologie illibérale. Une forte identité nationale au cœur de l'Europe ; un rapport ambivalent à la construction européenne qui consolide avec les frontières les pertes historiques de la nation magyare et que l'on cherche à compenser par des liens forts avec les minorités hongroises dans les pays voisins.

*Belgrade, premier poste
dans la Yougoslavie post-titiste*

Trois ans après la Hongrie, je me retrouve affecté à notre ambassade en Yougoslavie, autre pays danubien confronté aux passions de l'Histoire.

De même que les Hongrois peuvent rêver de la couronne de saint Étienne et de la Double Monarchie, les Serbes évoquent volontiers le tsar Dušan et la bataille du Champ des Merles, le 28 juin 1389² (Kosovo Polje, en serbe), où ils firent périr un sultan, Mourad, mais perdirent leur empire et leur indépendance. Les cloches de Notre-Dame sonnèrent à Paris car l'on crut d'abord à la défaite des Ottomans. Cette défaite a la même valeur mémorielle dans l'histoire serbe que les plus grandes victoires pour d'autres nations.

Je découvre une Fédération née, autour de la Serbie, du même conflit mondial qui avait morcelé l'Autriche-Hongrie. Les Slovènes et les Croates des années 1980, bien loin de l'idéal de l'Union des Slaves du Sud fondée en 1918, ressentent le diktat de Belgrade comme les mêmes Croates avaient ressenti celui de Budapest autour de 1900.

C'est au bord du Danube, près des portes de Fer, que j'apprends, le 10 mai 1981, l'alternance politique en France avec l'élection de François Mitterrand, premier président socialiste de la V^e République. Je ne sens pas directement les effets du changement, mais le Quai d'Orsay en est secoué, comme la plupart des ministères, avec des ambassadeurs qui doivent ou veulent quitter leur poste. N'étant pas spécialement engagé sur le plan politique, je ressens quand même l'espoir que le changement suscite, même si je pense que Valéry Giscard d'Estaing a fait avancer l'Europe.

Le retour des passions mauvaises

Je suis frappé tout au long de mon séjour à Belgrade, où je suis chargé du dossier de la politique intérieure, par le poids d'une histoire non digérée, d'un passé qui annonce de nouveaux malheurs.

Un épisode me marque. Comme dans mes autres postes, ayant peu ou prou appris le serbo-croate que je devais ensuite approfondir aux Langues O', je fréquente les théâtres. Il se donne en ces temps une pièce rappelant les massacres commis pendant la Seconde Guerre mondiale et les féroces combats entre Croates oustachis et Serbes tchetniks, dans la région ethniquement mélangée d'Herzégovine. Pourquoi, au début des années 1980, voyait-on resurgir une telle mémoire tragique ? Ce spectacle est resté dans ma mémoire, sans doute parce que, sans que je le comprenne à l'époque, il annonçait la reprise de la guerre entre Croates et Serbes, dix ans plus tard. J'ai observé à d'autres moments de ma carrière comment la vie culturelle augure des changements politiques, et donc combien il est intéressant de suivre à travers la création littéraire ou artistique l'évolution d'une société.

Je compare la Yougoslavie titiste aux hémisphères de Magdebourg, expérience de physique réalisée en Allemagne au xvii^e siècle. Soudées par le vide, deux demi-sphères ne peuvent être séparées, même par la traction opposée de plusieurs chevaux. Mais si le vide disparaît, plus rien ne les retient ensemble. La Yougoslavie de l'après-guerre a gelé les conflits entre peuples de la Fédération, pris le parti de taire les horreurs du passé, et elle est parvenue à maintenir ce vide à l'intérieur d'elle-même aussi longtemps qu'à l'extérieur, la guerre froide lui a permis d'occuper une place médiane entre les deux blocs. Dès lors que la chute du mur de Berlin a fait

souffler dans toute l'Europe un vent irrésistible de liberté, le vide a été rempli, aussi, par le retour des passions mauvaises.

Heureusement, après quelques tâtonnements, nous avons fait le choix inverse entre la France et l'Allemagne, en assumant notre histoire et en bâtissant notre réconciliation.

Quand j'arrive à Belgrade en février 1981, Tito n'est mort que depuis quelques mois. Son mausolée se dresse non loin de l'appartement que je loue rue Pouchkine, dans le quartier de Dedinje, où ma femme m'a rejoint après notre voyage de noces qui s'achève sur la côte dalmate. Mais la décomposition de son œuvre a commencé sept ans plus tôt, en 1974, lors d'une grave crise politique en Croatie, suivie par une quasi-fédéralisation du Parti communiste, appelé Ligue des communistes de Yougoslavie.

Je m'initie aux méandres des débats au sein de la direction représentant les six républiques, avec un chef de l'État fédéral changeant chaque année, à la tête d'une présidence collégiale de neuf membres. Le principe de rotation selon un critère de nationalité s'applique à toutes les institutions, sauf au gouvernement appelé Conseil exécutif fédéral.

La presse permet de deviner les vrais problèmes du moment, mais le plus souvent par des litotes ou des allusions qu'il est passionnant de décrypter. Je cherche à m'informer des courants de l'opinion qui n'arrivent pas à s'exprimer dans la presse officielle, en me procurant sous le manteau les organes de l'opposition nationaliste croate en exil.

Lors du XII^e Congrès du parti, en juin 1982, certains responsables serbes ne cachent pas leur trouble devant ce qu'ils vivent comme une désintégration de la société yougoslave. À l'inverse, les représentants d'autres républiques, et notamment les Slovènes de l'ancien Premier ministre Mitja Ribičič, laissent transparaître leur désir d'une approche plus libérale. Même la province autonome de Voïvodine, au nord de Belgrade, avec sa mosaïque de peuples et ses peintres naïfs

slovaques de Kovačica très prisés chez les expatriés, commence à s'agiter contre la domination serbe.

*Instrumentalisation de l'histoire
et difficultés économiques*

Dans une dépêche datée de la fin de 1982, je constate le regain des nationalismes en Yougoslavie, à travers l'instrumentalisation de l'histoire ou de la langue, le rôle des églises, celui des diasporas, la pénétration des idées nationalistes dans les élites comme dans la jeunesse, ainsi que la répression par le régime de ces idées.

La Yougoslavie vit dans un entre-deux sur le plan des libertés. Contrairement au bloc des « démocraties populaires » sous domination soviétique, avec lequel Tito avait rompu, elle laisse ses citoyens circuler, y compris en Europe occidentale.

Mais les autorités cherchent à prévenir les dérives jugées les plus graves, et la police secrète, la tristement célèbre UDBA, n'hésite pas à assassiner des opposants à l'étranger. À l'ambassade, nous dressons la liste des incidents et des procès politiques pour « propagande hostile » : des chants à la gloire du leader oustachi Pavelić dans les universités de Zagreb ou de Split ; l'ancien partisan Dobrica Ćosić, écrivain reconnu et futur allié de Milošević, critiqué pour la publication d'un recueil, *Le Réel et le Possible*, décrivant assez crûment ce qui se passe réellement dans le pays ; Vojislav Šešelj, qui sera plus tard traduit devant le tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, réclamant la suppression des républiques de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro ; la condamnation, en 1981, du futur président de Croatie, à l'époque dissident, Franjo Tuđman. Ou encore : le procès, à l'été 1983, d'une douzaine de musulmans de Bosnie, dont le futur dirigeant Alija Izetbegović, pour une « déclaration

islamique » ; l'arrestation, en 1984, à la suite d'une réunion de sympathisants dans un appartement de Belgrade, de Milovan Djilas, compagnon historique de Tito... Son ouvrage *Tito, mon ami, mon ennemi*³ est alors, pour moi, l'une des clés d'analyse les plus précieuses.

L'un de nos interlocuteurs privilégiés, Predrag Matvejević, résume assez bien la situation dans un écrit, publié en 1981, sur la « yougoslavitude ». Pour ce professeur de lettres françaises à Zagreb, le nationalisme s'explique, « comme avant 1940 », par le fait que « les misères ressenties » sont toujours ramenées aux problèmes de nationalités. Faute d'une véritable vie démocratique, chaque problème est rapidement traduit par une équation entre les ethnies.

L'ironie est que Josip Broz n'était pas du tout serbe, mais issu du nord de la Yougoslavie. Je me suis rendu dans le village de Kumrovec, en Croatie et tout près de la Slovénie, où le futur maréchal Tito, son nom de guerre, naquit en 1892, dans l'Autriche-Hongrie de l'époque, d'un père croate et d'une mère slovène, avant de servir dans un régiment croate de l'armée austro-hongroise, sur le front russe, pendant la Première Guerre mondiale.

Dans ces années-là, le pays est aux portes de la banqueroute. Les déficits accumulés forcent la Yougoslavie à se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI). Belgrade, si fière de son indépendance et qui avait su, sous Tito, se séparer du bloc soviétique et prendre le leadership des pays non alignés, se retrouve à devoir réclamer une aide d'urgence à l'institution symbole de l'orthodoxie financière internationale. Le FMI va lui imposer des conditions strictes de prêts et des mesures d'austérité douloureuses. Elle exige la libéralisation du marché yougoslave. La souplesse donnée à la vie socio-économique par le modèle de l'autogestion dans les entreprises, expérience tant célébrée y compris à l'étranger, ne suffit pas – ou plus – à calmer les mécontentements.

Les politiques d'austérité exacerbent les tensions entre les républiques « riches » (Slovénie, Croatie) et les républiques « pauvres », contribuant à la fragmentation progressive de la fédération. Les républiques du Nord ressentent difficilement la place prépondérante des Serbes dans l'État fédéral, malgré la décentralisation accrue. Plus de la moitié des diplomates yougoslaves, par exemple, sont des Serbes.

Je me rends compte de ces sensibilités lors de visites régulières à Zagreb et à Ljubljana, en y rencontrant les rédactions des grands journaux croates et slovènes ainsi que des intellectuels et universitaires. Je réalise, en visitant les Alpes autour des lacs de Bled et de Bohinj, combien la Slovénie appartient davantage à l'Europe centrale qu'à l'Europe balkanique. De même, il suffit de flâner dans l'ancien palais de Dioclétien qui forme la vieille ville de Split ou dans les îles de Korcula et de Hvar, à Dubrovnik – l'ancienne Raguse, reconstruite après les guerres yougoslaves –, Zadar et Šibenik pour rapprocher la Dalmatie de l'Italie.

C'est sur cet axe Ljubljana-Zagreb-Belgrade que s'est construite la Yougoslavie en 1918 ; c'est sur ce même axe qu'elle allait se briser en 1991. Pourtant, à l'issue de mon séjour, je suis persuadé que, si rupture il devait y avoir, elle se ferait au sud, dans les régions les plus vulnérables, et d'abord au Kosovo, car c'est là que, dans la décennie 1980, les troubles les plus graves mettent en cause la stabilité de la Fédération.

NOTES

Note de l'introduction, p. 7

1. Devenu un nom commun, le terme sherpa provient du patronyme de Kanchha Sherpa, dernier survivant de la première ascension de l'Everest, décédé le 16 octobre 2025 à l'âge de 92 ans.

Notes du chapitre II, p. 18

1. Caroline de Gruyter, *Monde d'hier, monde de demain. Un voyage à travers l'Empire des Habsbourg et l'Union européenne*, Arles, Actes Sud, 2023.
2. Dans le calendrier julien alors en vigueur dans les Balkans, cette date correspond au 15 juin 1389.
3. Milovan Djilas, *Tito, mon ami, mon ennemi. Biographie critique*, Paris, Fayard, 1980.